La longue durée du droit d'auteur et les licences Creative Commons

Fin 2012, Creative Commons fêtait ses 10 ans. Une occasion de faire le point sur ce phénomène. Quelles sont ses origines, sa philosophie, ses applications ? Quel intérêt un créateur a-t-il d'accorder une licence Creative Commons sur ses œuvres ? Et s'il s'agissait tout simplement de concilier les droits légitimes des auteurs et les droits de chacun à accéder à la culture ?

LE DROIT D'AUTEUR

Les romans, poèmes, compositions musicales, films, pièces de théâtre, tableaux, sculptures, photos etc. sont protégés par le droit d'auteur. Les enregistrements de musique et les films sont également protégés par des droits voisins. C'est très bien : cela permet aux écrivains, compositeurs, musiciens, réalisateurs, acteurs, photographes, etc. d'être payés pour l'exploitation de leurs créations, et aux producteurs de musiques et de films de récupérer leur investissement et de faire peut-être des bénéfices.

Le « Statute of Anne », adopté par le Parlement anglais au début du 18^e siècle, était la première loi qui accordait aux auteurs un « copyright » et ce, pendant une période de 14 ans, prolongeable d'une période supplémentaire de 14 ans si l'auteur était toujours vivant à l'expiration de la première période. En Belgique, les auteurs ont dû attendre jusqu'en 1886 pour voir leurs œuvres protégées, pour une période expirant 50 ans après leur décès, qui fut prolongée à 70 ans en 1994. Les enregistrements de musique et les films, quant à eux, sont protégés pendant une période de 50 ans à partir de leur fixation.

Après cette période, les œuvres tombent dans le domaine public et tout le monde peut les copier, diffuser et adapter librement.

ERIC ELDRED ET MICKEY MOUSE

Eric Eldred, un programmeur américain pensionné, avait créé dans les années '90 une librairie sur internet, contenant des œuvres du domaine public. Il ne se limitait pas à les reproduire telles quelles (ce qui aurait déjà été fort intéressant), mais il y ajoutait des images et des explications.

Aux États-Unis, le droit d'auteur expirait 50 ans après le décès de l'auteur ou bien, s'il s'agissait d'une œuvre créée pour le compte d'une société (« work for hire »), 75 ans après sa première diffusion (contrairement à notre système, il est possible aux États-Unis que le titulaire initial du droit d'auteur soit une société et non pas une personne physique).

Eldred était sur le point de s'attaquer au recueil de poèmes *New Hampshire* de Robert Frost, qui allait être libre de droits en 1999, quand, suite à du lobbying des producteurs américains, dont la Walt Disney Company (qui finançait abondamment les campagnes politiques), le Congrès a voté

en 1998 le « Copyright Term Extension Act » (parfois aussi nommé le « Mickey Mouse Protection Act »). Cette loi prolongeait la durée de protection jusque 70 ans après le décès de l'auteur (comme en Europe) et, en ce qui concerne les « work for hire », jusque 95 ans après leur première diffusion.

Il est remarquable que Disney, dont les films sont souvent des adaptations d'œuvres du domaine public, soit arrivé ainsi à empêcher les autres d'adapter à leur tour ses films.

On peut regretter que suite à cette loi, Mickey Mouse et Laurel et Hardy restent protégés pendant 20 années supplémentaires (au minimum, pour autant que la protection ne soit pas prolongée à nouveau en 2018). Mais là n'est pas le problème principal. En effet, Mickey Mouse et Laurel et Hardy sont toujours intéressants commercialement et on peut voir leurs films sans problèmes. Ce n'est cependant pas le cas pour 95 % des livres, films et musiques des années 20, qui ne sont plus édités.

Suite à l'adoption de cette loi, Eldred devra attendre au minimum jusqu'en 2019 pour insérer les poèmes de *New Hampshire*, ainsi que toutes les autres œuvres publiées après le 31 décembre 1922, dans sa collection. Il ne trouve pas cela raisonnable et il décide d'attaquer le « Copyright Term Extension Act ».

Un professeur de droit constitutionnel à l'université de Harvard, Lawrence Lessig, s'intéresse alors à sa cause. En effet, la Constitution américaine autorise le Congrès à « promouvoir le progrès des sciences et des arts, en accordant aux auteurs et aux inventeurs, pendant une période limitée, des droits exclusifs sur leurs créations et inventions ». Or, on peut se poser la question de savoir si une durée de 95 ans après la publication (période qui risque d'être à nouveau prolongée) représente toujours une « période limitée ». Et si la prolongation de la durée de 75 à 95 ans est utile pour « promouvoir le progrès des arts » ou bien si, au contraire, elle constitue plutôt un frein à la création.

Pour créer leurs œuvres, les auteurs (et les producteurs) utilisent souvent des œuvres existantes. Pensez aux adaptations audiovisuelles de livres (comme Disney l'a fait avec Blanche Neige des frères Grimm), à l'utilisation de musiques ou d'images existantes dans des films, au sampling, etc. Or, pour pouvoir utiliser ces œuvres, il faut vérifier si elles sont toujours protégées par le droit d'auteur et si c'est le cas, retrouver la trace des éditeurs, producteurs ou héritiers qui détiennent les droits, négocier la rémunération et finalement rédiger un contrat de licence. Ce n'est pas évident pour des œuvres récentes. Ce l'est encore beaucoup moins pour des œuvres créées dans les années 20 ou 30.

Il est remarquable qu'alors que la digitalisation et l'internet permettent de constituer une bibliothèque d'Alexandrie moderne qui pourrait contenir tous les textes, films, musiques, photos, émissions télévisées... de notre culture, le droit d'auteur s'y oppose. Et pas pour une bonne raison, qui serait d'inciter les auteurs et les artistes à créer et les producteurs à investir dans des œuvres nouvelles. Puisqu'on parle ici d'œuvres créées il y a des dizaines d'années et dont la grande majorité n'a plus d'intérêt commercial.

À noter que certains producteurs n'étaient pas favorables à la prolongation de la durée de protection. Les Hal Roach Studios par exemple, qui détiennent les droits sur les films de Laurel et Hardy & co, s'y sont opposés, parce qu'ils craignaient que de nombreux films des années 20 et 30 ne soient définitivement perdus, suite aux complications légales pour en faire des copies digitales.

Dans ce contexte, Lawrence Lessig considère que le droit d'auteur n'est plus un moteur du progrès de l'art, de l'innovation, de la créativité et de la liberté d'expression, mais qu'il constitue au contraire un frein.

Avec l'aide de Lessig, Eldred attaque donc le Copyright Term Extension Act devant la Cour Suprême, mais ils perdent l'affaire...

CREATIVE COMMONS

Inspiré par les logiciels libres, comme Linux, Lessig fonde l'organisation Creative Commons (CC). La philosophie de Creative Commons est d'encourager la diffusion d'œuvres, ainsi que la possibilité de les utiliser et de les adapter pour créer des œuvres nouvelles. Ainsi, CC espère renforcer le domaine public, qui paraît trop restreint suite à la durée excessive du droit d'auteur.

Creative Commons propose différentes licences qui permettent aux auteurs, artistes et producteurs d'autoriser l'utilisation de leurs œuvres, gratuitement, dans le monde entier et pour une durée illimitée.

Ils peuvent autoriser toute utilisation, sans restriction, ou bien limiter la licence en excluant toute exploitation commerciale ou toute adaptation ou encore en obligeant celui qui utilise leur œuvre pour la sienne, à accorder une licence identique (« partage à l'identique »). Ainsi, on peut s'assurer que son œuvre et toutes ses adaptations restent dans le « domaine public ».

Attention : Les licences sont irrévocables. Une fois qu'on a accordé la licence, il est impossible de changer d'avis et de la retirer.

Les droits moraux sont toujours réservés. Ainsi, le créateur pourra s'opposer à toute utilisation de son œuvre, par exemple dans un contexte politique, qui porte atteinte à son honneur ou à sa réputation. De même, toutes les licences CC obligent les utilisateurs à mentionner le nom de l'auteur.

Mais quel pourrait être l'intérêt pour un auteur, artiste ou producteur, d'accorder une licence gratuite sur une œuvre dans laquelle il a investi tant d'âme, d'énergie et d'argent ? Il peut avoir différentes motivations. Peut-être veut-il surtout diffuser une idée, un point de vue politique, une thèse scientifique, plutôt que de protéger son texte, film ou photo. Ou bien considère-t-il que les adaptations et remixages apportent une plus-value à ses œuvres. Ou il a créé des œuvres à l'aide de fonds publics et il souhaite en échange les mettre à la disposition de la communauté. Ou encore, CC fait partie de son modèle économique. Ainsi, on peut accorder une licence CC pour faire la promotion de ses livres ou CD, et parallèlement les vendre en magasin, ou gagner sa vie avec des concerts, ou encore proposer au public de faire des donations. Une autre possibilité est d'attendre l'expiration de la vie commerciale d'une œuvre avant de la mettre sous licence CC.

Qu'en est-il si l'auteur, artiste ou producteur est affilié à une société de gestion collective (Sabam, Sacd, Scam, Sofam, PlayRight, Simim, etc.) ? Peut-il accorder des licences CC et percevoir des droits d'auteur (ou voisins) via une société de gestion ?

En ce qui concerne les licences légales (copie privée, reprographie, droit de prêt, rémunération équitable), il ne se pose aucun problème. Le fait d'avoir accordé une licence CC n'empêche nullement de toucher ces droits. En littérature, arts visuels et photographie, il ne devrait pas non plus se poser de problème, puisque les sociétés de gestion ne facturent en principe pas de droits pour l'exploitation de ce genre d'œuvres sans l'accord de l'auteur. Pour la musique, le théâtre, la danse et l'audiovisuel par contre, il peut y avoir un conflit. En effet, en s'affiliant à la Sabam, la Scam ou la SACD, l'auteur cède le droit de percevoir une rémunération pour l'exploitation de toutes ses œuvres et il n'a donc en principe pas la possibilité de gérer lui-même les droits concernant tel film, composition, pièce de théâtre ou chorégraphie (qu'il a mis sous licence CC). Pour y remédier (en partie), l'auteur peut cependant s'affilier pour certains droits, tels que les droits relatifs aux licences légales, aux radiodiffusions et aux retransmissions par câble, et exclure la perception de ses droits pour les concerts, les spectacles, les diffusions via internet et les reproductions. Les sociétés de gestion pourront fournir plus de renseignements à ce sujet.

Eldred et Lessig n'ont pas réussi à faire annuler le *Copyright Term Extension Act*. Par contre, leur action a donné naissance à l'organisation Creative Commons, qui permet aux créateurs de maximiser la diffusion de leurs œuvres et d'incorporer des œuvres existantes dans leur travail, sans complications juridiques. C'est un outil magnifique pour promouvoir le progrès des arts, comme le souhaitaient les *founding fathers* de la Constitution américaine.

DIRK VERVENNE

SOURCES

LAWRENCE LESSIG, *Free Culture*, The Penguin Press, 2004 (<http://www.free-culture.cc/freeculture.pdf> (version originale) ou http://www.ebooksgratuits.com/pdf/lessig_freeculture.pdf (version française))

LAWRENCE LIANG, *Guide to Open Content Licenses*, Piet Zwart Institute (Willem de Kooning Academy Hogeschool Rotterdam), 2004

Pour plus d'informations sur les licences CC, voir www.creativecommons.be ou www.creativecommons.org